

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

2 juin 2022

PROPOSITION DE LOI

**modifiant diverses dispositions en vue de
supprimer la possibilité d'infliger des peines
de travail en cas de condamnation pour
violence contre des services de secours et de
maintien de l'ordre**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE
PAR
M. Christoph D'HAESE

SOMMAIRE**Pages**

I. Exposé introductif.....	3
II. Discussion générale.....	3
III. Commentaire des articles	6
IV. Votes.....	8

Voir:
Doc 55 **0937/ (2019/2020):**

- 001: Proposition de loi de Mme Dillen et consorts.
002: Amendement.

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

2 juni 2022

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van diverse bepalingen
met het oog op de afschaffing
van taakstraffen bij veroordelingen
voor geweld tegen hulp- en
ordediensten**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR JUSTITIE
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER **Christoph D'HAESE**

INHOUD**Blz.**

I. Inleidende uiteenzetting	3
II. Algemene bespreking.....	3
III. Artikelsgewijze bespreking.....	6
IV. Stemmingen	8

Zie:
Doc 55 **0937/ (2019/2020):**

- 001: Wetsvoorstel van mevrouw Dillen c.s.
002: Amendement.

07162

**Composition de la commission à la date de dépôt du rapport/
Samenstelling van de commissie op de datum van indiening van het verslag**
Président/Voorzitter: Kristien Van Vaerenbergh

A. — Titulaires / Vaste leden:

N-VA	Christoph D'Haese, Sophie De Wit, Kristien Van Vaerenbergh
Ecolo-Groen	Claire Hugon, Olivier Vajda, Stefaan Van Hecke
PS	Khalil Aouasti, Laurence Zanchetta, Özlem Özen
VB	Katleen Bury, Marijke Dillen
MR	Philippe Goffin, Philippe Pivin
CD&V	Koen Geens
PVDA-PTB	Nabil Boukili
Open Vld	Katja Gabriëls
Vooruit	Ben Segers

B. — Suppléants / Plaatsvervangers:

Yngvild Ingels, Sander Loones, Wim Van der Donckt, Valerie Van Peel
N ., Julie Chanson, Marie-Colline Leroy
N ., Mélissa Hanus, Ahmed Laaouej, Patrick Prévot
Tom Van Grieken, Dries Van Langenhove, Reccino Van Lommel
Nathalie Gilson, Marie-Christine Marghem, Caroline Taquin
Els Van Hoof, Servais Verherstraeten
Greet Daems, Marco Van Hees
Patrick Dewael, Goedele Liekens
Karin Jiroflée, Kris Verduyck

C. — Membres sans voix délibérative / Niet-stemgerechtigde leden:

Les Engagés	Vanessa Matz
DéFI	Sophie Rohonyi

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
Les Engagés	: Les Engagés
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de nummering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaalde beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)

MESDAMES, MESSIEURS,

Votre commission a examiné cette proposition de loi au cours de ses réunions des 18 février, 3 juin, 16 juin et 9 décembre 2020, 2 et 9 février et 24 mai 2022.

I. — EXPOSÉ INTRODUCTIF

Mme Marijke Dillen (VB), auteure principale de la proposition de loi, indique que la violence contre les services de secours et de maintien de l'ordre comme la police, les services d'incendie, les ambulances, le SMUR et la protection civile porte atteinte aux fondements de la société et ne peut être tolérée.

Dès lors qu'une peine de travail ne constitue pas une réponse appropriée à cette violence, cette proposition l'exclut de l'éventail des sanctions.

En outre, la proposition incrimine également la tentative d'empêcher les secours en recourant à la violence.

II. — DISCUSSION GÉNÉRALE

Réunion du 16 juin 2020

Mme Sophie De Wit (N-VA) estime qu'il convient de s'attaquer à la violence à l'encontre des services de secours et de maintien de l'ordre. Elle se rallie dès lors à l'objectif de la proposition de loi à l'examen.

M. Khalil Aouasti (PS) fait observer que tout le monde convient qu'il faut sanctionner la violence à l'encontre des services de secours et de maintien de l'ordre. L'intervenant est toutefois convaincu que le magistrat compétent prononcera la sanction adéquate. La question se pose dès lors de savoir s'il est judicieux de retirer une possibilité de l'arsenal de sanctions dont dispose le magistrat. Le membre n'est en tout cas pas de cet avis.

Mme Zakia Khattabi (Ecolo-Groen) fait observer que la commission organise, conjointement avec la commission de l'Intérieur, de la Sécurité, de la Migration et des Matières administratives, des auditions sur la problématique de la violence à l'encontre des services de police et de secours, et estime que la proposition de loi à l'examen devrait être examinée dans ce cadre.

Mme Marijke Dillen (VB) est prête à attendre l'évaluation de la circulaire du Collège des procureurs généraux COL 10/2017, qui garantit que les auteurs d'actes de

DAMES EN HEREN,

Uw commissie heeft dit wetsvoorstel besproken tijdens haar vergaderingen van 18 februari, 3 en 16 juni en 9 december 2020, 2 en 9 februari en 24 mei 2022.

I. — INLEIDENDE UITEENZETTING

Mevrouw Marijke Dillen (VB), hoofdindienster van het wetsvoorstel, legt uit dat geweld tegen hulp- en ordediensten zoals politie, brandweer, ambulance- en mug-diensten en civiele bescherming de fundamenteën van de samenleving aantast en derhalve niet kan worden getolereerd.

Een werkstraf is hierop geen passend antwoord en wordt door dit voorstel dan ook uitgesloten als sanctie.

Het voorstel stelt verder ook de poging tot het met geweld verhinderen van hulpverlening strafbaar.

II. — ALGEMENE BESPREKING

Vergadering van 16 juni 2020

Mevrouw Sophie De Wit (N-VA) is van oordeel dat geweld tegen hulpverleners en ordediensten moet worden aangepakt. Zij kan zich dan ook scharen achter de insteek van het wetsvoorstel.

De heer Khalil Aouasti (PS) stipt aan dat iedereen het er mee eens is dat geweld tegen hulpverleners en ordediensten moet worden bestraft. De spreker heeft er evenwel alle vertrouwen in dat de bevoegde magistraat de juiste straf uitspreekt. Vraag is dan ook of het wegnemen van een mogelijkheid uit het straffenarsenaal waarover een magistraat beschikt wel een goede zaak is. Het lid is die mening alvast niet toegedaan.

Mevrouw Zakia Khattabi (Ecolo-Groen) merkt op dat de commissie samen met de commissie voor Binnenlandse Zaken, Veiligheid, Migratie en Bestuurszaken, hoorzittingen organiseert over de problematiek van het geweld tegen politiemensen en hulpverleners en meent dan ook dat het wetsvoorstel in dat kader moet worden bekeken.

Mevrouw Marijke Dillen (VB) is bereid om voor de verdere bespreking de evaluatie van de omzendbrief van het College van procureurs-generaal COL 10/2017 dat

violence à l'encontre de la police seront systématiquement poursuivis en justice, avant de poursuivre la discussion de sa proposition.

Réunion du 24 mai 2022

Mme Marijke Dillen (VB) estime que la discussion de sa proposition de loi a été reportée assez longtemps dans l'attente de l'évaluation de l'exécution de la circulaire COL 10/2017.

La membre a déduit d'une réponse donnée récemment par le ministre de la Justice à une question écrite qu'elle a posée à ce sujet que le Collège des procureurs généraux a décidé de créer un groupe de travail chargé de l'évaluation de la circulaire. À cette occasion, le ministre a également communiqué des chiffres clairs qui indiquent que cette problématique s'est considérablement aggravée et continue de s'aggraver dans l'ensemble des provinces. La membre cite à cet égard l'exemple de la province d'Anvers, où 536 procès-verbaux et 780 faits de violence à l'encontre de la police ont été enregistrés en 2017. Les derniers chiffres connus, datant de 2021, font état de 1 624 faits enregistrés. À Bruxelles, la situation est encore plus dramatique.

Dès lors que l'évaluation se fait toujours attendre et qu'elle prendra un certain temps, et compte tenu de la hausse constante des chiffres, la membre souhaite que sa proposition de loi soit mise aux voix en commission.

Mme Sophie De Wit (N-VA) estime, elle aussi, qu'il convient de sanctionner sévèrement la violence à l'encontre des services de secours et de maintien de l'ordre. La société ne peut pas tolérer ces comportements.

Le groupe N-VA souhaite cependant donner au juge le plus d'options possible afin qu'il puisse évaluer au cas par cas quelle sanction est la plus appropriée. C'est également pour cette raison que son groupe souhaite conserver des peines d'emprisonnement de courte durée.

La suppression de la possibilité d'effectuer une peine de travail, combiné avec l'objectif explicite des auteurs de ne plus pouvoir imposer qu'une peine d'emprisonnement, qui sera souvent une peine de moins de trois ans, et dont on sait qu'elle n'est que rarement, voire jamais appliquée à l'heure actuelle, aura précisément pour effet d'accroître l'impunité. Dans ce contexte, la membre est donc favorable au maintien de la possibilité d'infliger une peine de travail, dont on peut espérer qu'elle sera, elle, exécutée.

L'intervenante rappelle que lors des auditions des 7 et 10 juillet 2020 des commissions réunies de la justice et de l'intérieur, de la sécurité, de la migration et

waarborgt dat plegers van geweld tegen politiemensen stelselmatig gerechtelijk worden vervolgd, af te wachten.

Vergadering van 24 mei 2022

Mevrouw Marijke Dillen (VB) is van oordeel dat de bespreking van haar wetsvoorstel in afwachting van de evaluatie van de uitvoering van de omzendbrief COL 10/2017 al lang genoeg is uitgesteld geworden.

Het lid heeft uit een recent antwoord van de minister van Justitie naar aanleiding van haar schriftelijke vraag hieromtrent begrepen dat op dit ogenblik het College van procureurs-generaal heeft beslist om een werkgroep samen te stellen die zal worden belast met de evaluatie van de omzendbrief. Terzelfdertijd heeft de minister ook duidelijke cijfers meegedeeld waaruit blijkt dat de problematiek in alle provincies aanzienlijk is gestegen en blijft stijgen. Het lid geeft in deze het voorbeeld van de provincie Antwerpen waar er in 2017, 536 processen-verbaal en 780 feiten van geweld ten aanzien van de politie werden geregistreerd. In 2021, de laatste gekende cijfers, gaat het om 1 624 geregistreerde feiten. In Brussel Hoofdstad is de situatie nog dramatischer.

Gelet op het uitblijven van de evaluatie, de tijd die dat zal vergen en de steeds stijgende cijfers wenst het lid haar wetsvoorstel ter stemming aan de commissie voor te leggen.

Mevrouw Sophie De Wit (N-VA) is eveneens de mening toegedaan dat geweld jegens hulp- en ordediensten zwaar moet worden bestraft. De samenleving kan dergelijk gedrag niet tolereren.

De N-VA-fractie wil de rechter evenwel zoveel mogelijk opties bieden opdat geval per geval kan worden beoordeeld wat de meest geschikte sanctie is. Het is ook om die reden dat haar fractie korte gevangenisstraffen wil behouden.

Het gevolg van het weglaten van de mogelijkheid van een werkstraf in combinatie met het expliciete doel van de indieners dat enkel nog een gevangenisstraf kan worden opgelegd, dewelke veelal een straf onder drie jaar zal zijn waarvan is geweten dat die tot op heden nauwelijks of niet wordt uitgevoerd, zal net nog méér straffeloosheid in de hand werken. In deze context is het lid daarom voorstander van het behoud van de mogelijkheid om een werkstraf op te leggen, die hopelijk dan wel wordt uitgevoerd.

Zij herinnert eraan dat tijdens de hoorzittingen van 7 en 10 juli 2020 van de verenigde commissies voor Justitie en voor Binnenlandse Zaken, Veiligheid, Migratie en

des matières administratives sur la problématique des violences à l'encontre des policiers et des secouristes (DOC 55 1592/001), le problème de l'absence de poursuite effective et de condamnation des auteurs par la justice a de nouveau été pointé du doigt. Dans 30 % des cas, les charges sont abandonnées pour des raisons d'opportunité.

Bien que la membre souscrive pleinement à l'objectif de la proposition de loi à l'examen, elle souhaite éviter des conséquences négatives dans la pratique, compte tenu du contexte susmentionné. En effet, son adoption aurait pour effet de ne laisser au juge comme possibilités de sanctions que la surveillance électronique, la probation ou une peine d'emprisonnement, qui ne sera pas exécutée. Elle est par conséquent favorable au maintien de la possibilité pour le juge d'infliger une peine de travail.

Son groupe s'abstiendra lors d'un vote éventuel.

Mme Marijke Dillen (VB) ne partage pas l'avis de l'intervenante précédente sur les peines de travail, qui, elles aussi, ne sont souvent pas exécutées en pratique. Elle a également soulevé ce problème auprès du ministre lors de la discussion, tant en commission qu'en séance plénière du 12 mai 2022 ("qu'allez-vous faire des peines d'emprisonnement subsidiaires de six mois ou moins pour quelqu'un qui, par exemple, ne paie pas son amende ou qui ne respecte pas les conditions de la peine d'emprisonnement alternative?", CRIV 55, PLEN 179, p. 29), du projet de loi visant à reporter l'entrée en vigueur des dispositions relatives à l'exécution des peines privatives de liberté de trois ans ou moins (voir également DOC 55 2645/002). Le ministre n'a cependant jamais répondu à sa question.

M. Christoph D'Haese (N-VA) souligne que pour qu'une sanction puisse effectivement être infligée, le groupe N-VA veut offrir au juge le plus large éventail possible de possibilités de sanction. L'intervenant précise que son groupe partage clairement la préoccupation de l'auteur de la proposition de loi à l'examen, mais qu'il en va tout autrement de sa traduction juridico-technique.

Il ne peut être question de créer une aversion à l'égard des peines de travail. Au contraire, prévoir la possibilité, par exemple dans le cadre de la législation SAC, d'imposer une peine de travail à des jeunes ayant causé des nuisances serait très utile, compte tenu de l'effet particulièrement responsabilisant que peut avoir une peine de travail.

Mme Katja Gabriëls (Open Vld) répond que son groupe fait entièrement confiance à la magistrature

Bestuurszaken over de problematiek van het geweld tegen politiemensen en hulpverleners (DOC 55 1592/001) nogmaals de vinger op de wonde werd gelegd, zijnde het probleem van het uitblijven van de effectieve vervolging en de veroordeling van daders door justitie. In 30 % van de gevallen wordt er geseponeerd omwille van opportuniteitsredenen.

Het lid onderschrijft weliswaar volledig de bedoeling van het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel maar wil vermijden dat het, gelet op voormelde context, in de praktijk negatieve gevolgen zal hebben. De aanneming ervan zou immers voor gevolg hebben dat de rechter enkel het elektronisch toezicht, een probatie of een gevangenisstraf, die niet zal worden uitgevoerd, als sanctiemogelijkheid behoudt. Zij is er dan ook voorstander van om de mogelijkheid voor de rechter om een werkstraf op te leggen te behouden.

Haar fractie zal zich bij een eventuele stemming onthouden.

Mevrouw Marijke Dillen (VB) deelt de mening van de vorige spreekster aangaande de werkstraffen, die in de praktijk veelal ook niet worden uitgevoerd, niet. Zij heeft deze problematiek ook bij de minister aangekaart tijdens de bespreking, zowel in commissie als in de plenaire vergadering van 12 mei 2022 ("wat gaat u doen met de vervangende gevangenisstraffen van zes maanden of minder voor iemand die bijvoorbeeld zijn boete niet betaalt of iemand die de voorwaarden voor de alternatieve gevangenisstraf niet naleeft?", CRIV 55, PLEN 179, blz. 29), van het wetsontwerp tot uitstel van de inwerkingtreding van de bepalingen inzake de uitvoering van vrijheidsstraffen van drie jaar of minder (zie ook DOC 55 2645/002). De minister is hier evenwel nooit op ingegaan.

De heer Christoph D'Haese (N-VA) stipt aan dat de N-VA-fractie, opdat effectief tot een sanctie wordt gekomen, de rechter een zo groot mogelijk arsenaal van sanctioneringsmogelijkheden wil bieden. Het moge duidelijk zijn dat zijn fractie dezelfde bezorgdheid heeft als de indienster van het wetsvoorstel. De juridisch-technische vertaalslag ervan is evenwel een andere zaak.

Het mag ook niet de bedoeling zijn om een aversie tegen de werkstraf te creëren. Integendeel het voorzien in de mogelijkheid om bijvoorbeeld in het kader van de GAS-wetgeving een werkstraf aan jongeren die voor overlast zorgen te kunnen opleggen, zou heel nuttig zijn. Een werkstraf kan immers bijzonder responsabiliserend werken.

Mevrouw Katja Gabriëls (Open Vld) antwoordt dat haar fractie alle vertrouwen heeft in de magistratuur en

et rappelle que des peines plus sévères en cas de violences à l'encontre des services de secours et de maintien de l'ordre ont déjà été introduites par le passé. L'intervenante trouve extrêmement important que ces personnes soient protégées mais estime que la proposition de loi à l'examen n'offre aucune solution en la matière. Comme le groupe N-VA, son propre groupe plaide donc pour le maintien d'un éventail différencié de sanctions à la disposition du juge.

III. — COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1^{er}

Cet article fixe le fondement constitutionnel de la compétence.

Art. 2

Cet article vise à modifier l'article 37^{quiquies}, § 1^{er}, du Code pénal.

Mme Sophie De Wit (N-VA) fait observer que l'article n'est pas formulé correctement sur le plan légistique.

Mme Marijke Dillen (VB) reconnaît que le chiffre "5°" est manquant, mais souligne qu'il s'agit d'une correction d'ordre purement légistique.

Art. 3

Cet article vise à insérer un article 398^{bis} dans le même Code.

Mme Sophie De Wit (N-VA) demande s'il est vraiment possible d'incriminer une tentative en l'absence d'une d'infraction de base déjà punissable.

Empêcher les services de secours de faire leur travail suppose généralement la commission d'actes déjà punissables en soi et sur la base desquels des poursuites pénales sont donc possibles, par exemple l'usage de la violence, l'abstention coupable, l'incendie criminel, le vandalisme, etc.

Si dans certains cas, cela ne suffisait pas, on pourrait s'inspirer ce qui se fait à Anvers, où depuis 2018, le code de police prévoit que les personnes qui entravent ou gênent le travail des services de secours, par exemple en leur jetant des œufs, peuvent se voir infliger une amende SAC pouvant aller jusqu'à 350 euros.

herinnert eraan dat in het verleden ook al strafverzwaringen bij geweld tegen hulp- en ordediensten werden ingevoerd. Het is uitermate belangrijk dat deze personen worden beschermd. Maar het ter bespreking voorliggende wetsvoorstel reikt volgens haar evenwel geen oplossing aan. Net als de N-VA-fractie pleit haar eigen fractie dan ook voor het behoud van een gedifferentieerd straffenarsenaal voor de rechter.

III. — ARTIKELSGEWIJZE BESPREKING

Artikel 1

Dit artikel bevat de grondwettelijke bevoegdheidsgrondslag.

Art. 2

Dit artikel beoogt de wijziging van artikel 37^{quiquies}, § 1, van het Strafwetboek.

Mevrouw Sophie De Wit (N-VA) merkt op dat het artikel juridisch-technisch niet correct is opgesteld.

Mevrouw Marijke Dillen (VB) beaamt dat het cijfer 5° ontbreekt doch stipt aan dat dit een louter wetgevings-technische verbetering betreft.

Art. 3

Dit artikel strekt tot de invoeging van een nieuw artikel 398^{bis} in hetzelfde Wetboek.

Mevrouw Sophie De Wit (N-VA) stelt de vraag of het wel mogelijk is om de poging strafbaar te stellen als er geen basismisdrijf is dat reeds strafbaar is?

Meestal zal het hinderen van de hulpdiensten wel gepaard gaan met handelingen die op zich al strafbaar zijn en op basis waarvan dus strafrechtelijke vervolging mogelijk is, bijvoorbeeld gebruik van geweld, schuldig verzuim, brandstichting, vernielingen, enz.

Indien dit in een enkel geval niet zou volstaan, kan een voorbeeld worden genomen aan de praktijk van de stad Antwerpen. Sedert 2018 is in de Antwerpse politiecodex opgenomen dat wie het werk van de hulpdiensten bemoeit of verhindert door bijvoorbeeld met eieren te gooien, een GAS-boete tot 350 euro kan krijgen.

Mme Marijke Dillen (VB) souligne que les dispositions de sa proposition de loi, qui date du 15 janvier 2020, ont été formulées dans le contexte des annonces faites par le ministre depuis son entrée en fonction, en particulier celle relative à l'exécution de toutes les peines d'emprisonnement, y compris les courtes. L'intervenante a dû toutefois constater qu'entre-temps, le ministre a changé son fusil d'épaule.

Art. 4

Cet article vise à remplacer l'article 400 du même Code.

En l'absence de commentaire explicatif pour cet article, *Mme Sophie De Wit (N-VA)* ne voit pas clairement si la volonté des auteurs de la proposition est de prévoir ainsi une aggravation de peine par rapport aux dispositions de l'article 398.

Si tel est le cas, elle pense que ce n'est pas la bonne façon de procéder. L'article ne couvre en effet pas l'ensemble des infractions violentes. En outre, l'article 410*bis* du Code pénal prévoit déjà une aggravation de peine si les violences sont commises sur des personnes qui exercent leurs fonctions en une qualité déterminée.

L'intervenante souligne en outre qu'au cours de législature précédente, lorsque la N-VA faisait encore partie du gouvernement, l'aggravation générale des peines en cas de violences commises sur des membres des services de secours et de maintien de l'ordre a été incluse, notamment à la demande de son groupe, dans le projet de nouveau Code pénal.

Art. 5

Cet article modifie l'article 1^{er} de la loi du 29 juin 1964 concernant la suspension, le sursis et la probation.

Mme Sophie De Wit (N-VA) constate que la modification proposée rend impossible la suspension (probatoire) et le sursis (probatoire) du prononcé de la peine. En l'absence de commentaire explicatif pour cet article, l'intervenante ne voit pas clairement si telle est bien l'intention des auteurs.

Elle note en outre que le champ d'application de la suspension et du sursis est précisé dans la loi du 29 juin 1964, si bien qu'il n'est pas correct, sur le plan légistique, de prévoir l'exclusion de l'application de ces mesures à l'article 1^{er} de cette loi.

Mevrouw Marijke Dillen (VB) merkt op dat de bepalingen van haar wetsvoorstel, dat van 15 januari 2020 dateert, zijn geformuleerd in het kader van de aankondigingen die de minister sinds zijn aantreden heeft gedaan, in het bijzonder dat alle gevangenisstraffen, ook de korte, zullen worden uitgevoerd. Zij heeft evenwel moeten vaststellen dat de minister inmiddels het geweer van schouder heeft veranderd.

Art. 4

Dit artikel beoogt de vervanging van artikel 400 van hetzelfde Wetboek.

Het is mevrouw *Sophie De Wit (N-VA)* bij gebrek aan toelichting bij het artikel niet duidelijk of het aldus de bedoeling is om een strafverzwaring ten aanzien van artikel 398 in te schrijven.

In voorkomend geval, meent zij dat dit niet de juiste manier is om dit te beogen. Immers, het dekt niet alle geweldsmisdrijven. Daarenboven voorziet artikel 410*bis* van het Strafwetboek reeds in strafverzwaring indien het geweld werd gepleegd tegen personen met een bepaalde hoedanigheid in de uitoefening van hun bediening.

Het lid stipt voorts aan dat tijdens de vorige legislatuur, toen de N-VA nog deel uitmaakte van de regering, op vraag van onder meer haar fractie de algehele strafverzwaring bij het plegen van geweld tegen hulp- en ordediensten werd opgenomen in het ontwerp van nieuw Strafwetboek.

Art. 5

Dit artikel wijzigt artikel 1 van de wet van 29 juni 1964 betreffende de opschorting, het uitstel en de probatie.

Mevrouw Sophie De Wit (N-VA) stelt vast dat aldus de (probatie-)opschorting en het (probatie-)uitstel van de tenuitvoerlegging van de straf onmogelijk wordt gemaakt. Bij gebrek aan toelichting bij dit artikel is het haar evenwel niet duidelijk of dit wel de bedoeling van de indieners is.

Voorts merkt zij op dat het toepassingsgebied van opschorting/uitstel verder in de wet van 29 juni 1964 wordt geduid, derhalve is het juridisch-technisch niet correct om de uitsluiting te voorzien in artikel 1.

L'auteure de la proposition limite ainsi l'éventail de sanctions parmi lesquelles le juge doit pouvoir choisir et qui, selon le groupe de l'intervenante, doit être le plus large possible. Mme De Wit répète qu'à son estime, la solution proposée ne répond pas au véritable problème, qui est que les auteurs d'infractions violentes à l'égard des services de secours ne sont que trop rarement traduits devant les tribunaux et qu'à l'heure actuelle, les courtes peines d'emprisonnement ne sont pas exécutées.

Mme Marijke Dillen (VB) convient que ce point n'est pas précisé dans les développements mais qu'il s'agit d'un oubli. Elle estime toutefois que l'article est suffisamment clair.

Art. 6

Cet article concerne l'entrée en vigueur et ne donne lieu à aucune observation.

IV. — VOTES

L'article 1^{er} est adopté à l'unanimité.

L'article 2 est rejeté par 9 voix contre 2 et 3 abstentions. Par conséquent, l'ensemble de la proposition est considéré comme caduc.

Le rapporteur,

Christoph D'HAESE

La présidente,

Kristien
VAN VAERENBERGH

De indienster beperkt aldus het arsenaal van sancties waaruit de rechter moet kunnen kiezen en dat volgens haar fractie zo ruim mogelijk moet zijn. De spreekster herhaalt dat dit in deze problematiek niet hét probleem is; het wezenlijk probleem bestaat erin dat daders van geweldsmisdrijven tegen hulpdiensten veel te weinig effectief voor de rechter worden gebracht en dat de korte gevangenisstraffen vandaag niet worden uitgevoerd.

Mevrouw Marijke Dillen (VB) beaamt dat dit niet wordt verduidelijkt in de toelichting doch het betreft een vergetelheid. Het artikel is evenwel volgens haar voldoende duidelijk.

Art. 6

Dit artikel betreft de inwerkingtreding. Er worden over dit artikel geen opmerkingen gemaakt.

IV. — STEMMINGEN

Artikel 1 wordt eenparig aangenomen.

Artikel 2 wordt verworpen met 9 tegen 2 stemmen en 3 onthoudingen. Derhalve wordt het gehele wetsvoorstel als vervallen beschouwd.

De rapporteur,

Christoph D'HAESE

De voorzitter,

Kristien
VAN VAERENBERGH